

VERS UN PARTI NOIR AUX U. S. A.

Le monde entier a suivi avec émotion la manifestation de Washington du 28 août à laquelle auraient participé environ un quart de million de personnes. Il faut toutefois souligner d'une part qu'un tout petit nombre de blancs seulement a pris part à cette manifestation, et d'autre part qu'elle a été plus remarquée au dehors des Etats-Unis que dans ce pays. Autrement dit, on observe quelque chose d'analogue à ce qui s'est aussi manifesté dans plusieurs pays à propos des luttes des peuples colonisés : ainsi nous avons pendant des années noté que la guerre d'indépendance du peuple algérien rencontrait en France moins d'écho que dans d'autres pays, l'anticolonialisme dans les pays capitalistes florissait surtout pour les colonies... des autres pays. Ce phénomène est d'autant moins surprenant que les Noirs ont aussi à combattre l'hostilité de la part de grands syndicats.

Nous ne reviendrons pas ici sur les manifestations de sauvagerie de la part des Blancs du sud des Etats-Unis, manifestations que la presse capitaliste française met plus en vedette que jadis les tortures infligées aux Algériens. Nous voulons relever dans cet article certaines tendances qui se renforcent dans ce mouvement des Noirs et qui sont autant d'indications pour déceler dans quel sens se présente l'avenir. La manifestation du 28 août à Washington avait pour objet officiel d'appuyer le projet soumis par l'administration au Congrès en vue de mettre fin à la ségrégation. Elle fut tout ce qu'il y a de pacifique. Cependant, de l'avis général, elle ne fera pas accélérer le vote plus que douteux du Congrès, ce parlement des Etats-Unis qui, dans ces derniers jours, a voté sans discussion une loi destinée à empêcher une grève des cheminots.

Mais, cet aspect pacifique de la manifestation était accompagné d'autres aspects qui témoignent pour l'avenir. Les Noirs étaient venus à Washington pour faire savoir que leur volonté était que cela change non pas demain ou après-demain mais maintenant. La manifestation a souligné le caractère extrêmement urgent de

leurs revendications. Non seulement l'ancienne passivité des Noirs due à un sentiment d'impuissance dans un monde blanc hostile a disparu, mais les Noirs ont désormais conscience qu'ils constituent une force. Les générations les plus jeunes lasses des vieilles méthodes de confiance dans le fonctionnement de la justice ont fait surgir de nouveaux dirigeants avec des méthodes, toujours légales et pacifiques, mais plus puissantes, des méthodes d'action de masse.

Ce n'est pas tout. On sait que l'organisation des Black Muslims qui est une organisation de masse, forte dans le nord des Etats-Unis, n'a pas participé à cette manifestation de Washington. Il ne faut pas considérer ce phénomène des Black Muslims comme une simple bizarrerie, il faut l'expliquer. On a pu remarquer que les récentes manifestations des Noirs, loin de provoquer la sympathie des Blancs dans le nord du pays où la ségrégation n'existe formellement pas, y a suscité un renforcement de sentiments racistes chez les Blancs. En fait, les Noirs qui vivent dans le nord savent que le droit qu'ils ont de s'asseoir dans un bus aux côtés d'un Blanc, de manger dans le même restaurant, n'a fondamentalement changé en rien leur sort. Ils subissent entre autre le chômage dans une proportion beaucoup plus grande que les Blancs. Ils vivent dans un monde séparé de celui des Blancs. C'est cela qui explique pourquoi se développe actuellement chez les Noirs l'idée d'avoir leur propre société, leur indépendance.

Cette aspiration ne trouvera pas sa formulation d'un seul coup, bien au contraire. L'affaire des Black Muslims en est une preuve. Ce passage du christianisme à un islamisme d'un type particulier, c'est non pas une conversion aux racines théologiques, mais la rupture de la religion des Blancs, d'un Dieu blanc, pour un Dieu qu'ils pensent être de leur couleur.

C'est incontestablement une manifestation politique assez primitive. Mais même chez les Black Muslims on commence à discerner certaines évolutions politiques. Et, dans les semaines qui ont vu se préparer la manifestation de Washington, quelque chose de nouveau s'est manifesté. Des Noirs, politiquement plus évo-

lués, ayant des connexions avec les mouvements d'avant-garde politique aux Etats-Unis, ont mis en avant l'idée de la création d'un parti noir, qui présenterait des candidats noirs aux diverses élections pour recueillir les votes des Noirs. C'est le journaliste noir William Worthy, qui a eu des démêlés avec le State Department pour s'être rendu à Cuba, qui a lancé cette idée de la création du « Freedom now party, an all-black party for 1964 » (le parti de la liberté tout de suite, un parti pan-noir pour 1964). Un comité national a été constitué à New-York. L'idée n'a été qu'ébauchée jusqu'à présent, mais elle a trouvé tout de suite un écho chez les Noirs. Tandis que le P.C. des Etats-Unis soutient non seulement la revendication de l'intégration, mais aussi Kennedy et combat la revendication d'indépendance des Noirs, l'organisation trotskyste aux Etats-Unis, le Socialist Workers Party, soutient cette revendication du « Freedom party now ». Indiquons, en passant qu'à la manifestation de Washington, l'organe de nos camarades qui portait en manchette ce mot d'ordre rencontra un très grand succès.

Nul ne peut aujourd'hui dire avec certitude si c'est sur cette voie que le mouvement noir s'engagera. D'ores et déjà le mouvement noir s'est caractérisé au cours de la dernière période par la constitution de nombreuses organisations, les formes d'organisation, les méthodes d'action les plus diverses apparaissent et le phénomène ira en s'amplifiant. La manifestation de Washington n'était vraiment pas une simple manifestation pour exercer une certaine pression sur un Parlement où l'on prête beaucoup plus l'oreille aux « lobbies » de toutes sortes de gros intérêts capitalistes. C'était l'ouverture d'une nouvelle phase du mouvement noir, de la première phase de la révolution noire aux Etats-Unis. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire de grands bouleversements sociaux ont été inaugurés par des manifestations joyeuses, pacifiques, de masses pleines d'espérances et d'illusions. La société américaine a les yeux fermés, les oreilles bouchées. Le mouvement des Noirs pour leur émancipation, pour leur indépendance, ne manquera pas de troubler cette quiétude.

NOUVEL ESSOR DE LA LUTTE AU SUD-VIETNAM

par HOANG-GIANG

La révolte des bonzes et de tous les bouddhistes qui vient d'éclater à Hué et à Saïgon marque un tournant important dans l'histoire du Viet-Nam du Sud. Pour la première fois depuis 1954, date de l'instauration du pouvoir réactionnaire de la famille des Ngô, l'attention de l'opinion se porte, dans le monde entier, sur ce pays. Ni la révolte d'un groupe d'officiers parachutistes, le 11 novembre 1960, ni le bombardement du palais présidentiel par deux aviateurs insurgés le 22 septembre 1962, ni la lutte armée que mène depuis trois ans le Front de Libération, lutte qui constitue l'élément primordial de la situation et conditionne tout changement, rien n'a pu faire couler autant d'encre. C'est qu'en effet, l'affaire des bonzes a mis à nu la fragilité de tout l'édifice bâti et patiemment replâtré à coups de dollars depuis dix ans par l'impérialisme américain. Incapable de supporter la plus petite résistance, même sur un terrain non politique, ce pouvoir qui s'estime un don du ciel, s'est mis à saccager et incendier des lieux de culte ; il a poussé des religieux, que leur foi engage au refus le plus total de tout acte de violence, à se donner une mort affreuse et spectaculaire. Cinq religieux se sont suicidés en se brûlant vifs, d'autres se sont volontairement mutilés, des milliers de gens ont manifesté malgré une police bien armée et féroce, de très nombreuses arrestations ont été opérées.

Et pourtant, contrairement à ce qui a souvent été écrit dans la presse bourgeoise, le bouddhisme n'a jamais été pratiqué de façon fervente au Viet-Nam par la majorité de la population. Les Vietnamiens, pour la plupart, sont restés attachés au culte des ancêtres. Dans le Sud en particulier, où coexistent diverses religions, les plus agissantes ayant été dans ces vingt dernières années le Cao-Dai et le Hoà-Hao, le bouddhisme a toujours été assez faible.

De plus, chez les bouddhistes, la ferveur de la foi se traduit par un détachement complet à l'égard des problèmes du monde ; les bouddhistes, même au temps de l'occupation française, sont toujours restés en dehors de l'agitation politique. Comment expliquer dès lors qu'ils aient pu aujourd'hui apparaître comme un pôle sérieux d'opposition ?

En 1954, après la signature des accords de Genève, l'impérialisme français, sous la pression du gouvernement américain, favorisa dans le Sud la formation d'un Etat dirigé par une bourgeoisie semi-féodale qui, en raison de ses intérêts, paraissait la plus apte à barrer la route au communisme triomphant dans le Nord du pays. Mandarins, issu d'une famille de grands propriétaires fonciers, Ngô-dinh-Diêm était le représentant parfait de cette classe. S'appuyant sur toute une couche d'anciens mandarins et de bourgeois féodaux, en particulier sur ceux qui avaient fui le Nord et le Centre en pleine révolution, sur les réfugiés catholiques, il ne cessa de faire figure d'intrus aux yeux de la population du Sud, y compris à ceux de nombreux bourgeois et féodaux. Pour exercer un pouvoir dès l'origine contesté par certains de ceux-là même qu'il représente, il fut contraint de régner par l'entremise des membres de sa famille qui transformèrent l'Etat en un véritable clan, mettant le pays en coupe réglée.

Si Diêm et les siens ont pu pendant dix ans se maintenir, c'est d'abord grâce à l'aide considérable de l'impérialisme américain (qui atteint actuellement 1.500.000 dollars par jour) : c'est en second lieu à cause de la passivité naïve du Viet-Minh qui, durant six ans, attendit de l'application scrupuleuse des accords de Genève, la réu-

nification du pays ; c'est enfin à cause de l'extrême division de l'opposition bourgeoise et petite-bourgeoise et de l'apathie des masses, fatiguées par dix ans de guerre et privée de toute direction révolutionnaire. Diêm et sa famille ont su profiter de cette conjoncture pour consolider leur appareil d'Etat : un syndicat aux ordres du gouvernement encadre la classe ouvrière, des organisations embrigadent la jeunesse, une police puissante sous la direction de Nhu réprime par le feu et le sang toute velléité d'opposition, une armée de 300.000 hommes pour un pays de 10 millions d'habitants inspire la crainte de l'Etat. Nhu, de loin le plus intelligent des frères, s'est fait l'organisateur et le théoricien d'un parti unique auquel il cherche à donner une doctrine efficace ; les manifestations « spontanées » sous peine de dénonciation et de représailles succèdent aux séances d'éducation politique, durant lesquelles on ressasse les dangers du communisme. Toute opposition, même nationaliste et pro-américaine, comme celle du Dr Pham-quang-Dam, est réduite au silence par l'emprisonnement.

Dans un tel régime, il est compréhensible que l'opposition cherche à se manifester là où elle peut. L'Association des bouddhistes bénéficiant jusqu'à ces derniers temps de la légalité, constituait un terrain propice. Le mouvement, religieux à l'origine, est très vite devenu politique. Lorsque Nhu et sa femme déclarent que les « rebelles » bouddhistes sont en réalité des opposants politiques camouflés, ils ne mentent pas. Après les premiers suicides de bonzes, le courant d'opposition a pris une telle ampleur que le pouvoir s'est trouvé placé devant une seule alternative : ou se laisser déborder par le raz-de-marée ou utiliser la force. Mais si, pour le moment, la répression a endigué le mouvement bouddhiste divisé et dépourvu de perspectives claires, elle n'a résolu aucun problème. Les causes profondes d'impopularité qui ont soudé une partie importante de la population aux bouddhistes n'ont pas disparu.

Les étudiants qui ont manifesté à Hué et à Saïgon sous les matraques des policiers, les lycéens qu'on arrête par centaines à Cho-lon entrent, à leur tour, dans la lutte et ne manqueront pas de poser des revendications nouvelles ; par leurs cris de « Vive la liberté », ils ont déjà signifié qu'ils ne peuvent plus supporter longtemps l'absence totale des libertés démocratiques qui caractérise le régime de Diêm. Nul doute qu'ils ne s'insurgent aussi contre d'autres abus criants, en particulier, le favoritisme et la concussion qui sévissent jusqu'au sommet du gouvernement.

Quelle est dans cette situation l'attitude de la classe ouvrière ? Jusqu'à présent, elle ne s'est pas manifestée de façon autonome, mais n'en ressent pas moins l'effervescence générale qu'entraînent les événements. Déçue par ses expériences politiques passées, désorientée par l'absence de direction et de mots d'ordre capables d'ouvrir à sa lutte une large perspective — le remplacement de Diêm par un autre valet de l'impérialisme américain, à quoi se limitent jusqu'à présent les revendications des opposants, n'étant pas de nature à la faire se lancer à la pointe du combat — elle paraît attendre le moment où son intervention pourra décider non plus seulement du remplacement de l'équipe gouvernementale mais du renversement du régime.

La crainte de l'action des masses urbaines semble un des éléments qui déterminent la politique américaine dans la crise. Manifestement gênés par les excès du gouvernement Diêm, les officiels de Washington ont essayé de canaliser le mécontentement et de limiter les dégâts,

d'abord, en dissociant Diêm de ses frères, en particulier de Nhu et de son épouse, dont ils auraient aimé faire les boucs émissaires du régime, puis en rejetant sur la police secrète l'initiative de la répression, afin de laver l'armée de toute responsabilité et de se réserver les militaires comme future et dernière carte. Car les impérialistes américains se trouvent dans une impasse, ils savent bien que le gouvernement Diêm est à bout de souffle et désirent lui substituer une autre équipe, composée vraisemblablement de militaires. Mais ils redoutent que la marmite n'éclate, même si on se contente de soulever le couvercle. C'est pourquoi Kennedy, tout en désavouant Diêm, déclare que les Etats-Unis continueront à lui apporter leur aide financière. En effet, pour les Américains, l'enjeu est des plus graves : garder le Viet-Nam du Sud comme bastion dans une guerre éventuelle contre les communistes, en l'occurrence contre les Chinois. Or, depuis trois ans, l'armée du Front de Libération fait peser une menace permanente sur les positions américaines. Ce front composé en majeure partie de nationalistes anciens résistants à l'impérialisme français, est animé par les communistes qui, plus nettement encore que le Viet-Minh par le passé, s'en tiennent à des revendications de caractère purement national : non ingérence des puissances étrangères, élection d'une Constituante chargée de mettre sur pied un Etat démocratique bourgeois.

Malgré la timidité de son programme qui admet la division du Viet-Nam et accepte le Sud comme Etat indépendant et neutraliste, le Front a réussi à s'implanter dans les campagnes grâce à la contre-révolution opérée par Diêm : ce dernier, dès son arrivée au pouvoir, a annulé la réforme agraire accomplie par le mouvement de Résistance du Viet-Minh ; il a rendu les terres aux anciens propriétaires féodaux, suscitant parmi les masses paysannes une hostilité totale. Ainsi, s'expliquent les échecs de la politique américaine : armement moderne généreusement distribué, « conseillers » politiques et militaires américains au nombre de 30.000 qui encadrent les troupes et participent même aux combats, rien n'a pu empêcher qu'à 50 kilomètres de Saïgon l'insécurité ne règne et que le gouvernement ne soit plus maître de la situation. Les protecteurs américains de Diêm commencent à avoir des doutes sur ses capacités ; mais ils se sont embourbés dans de telles contradictions qu'ils redoutent tout changement, par peur de ne pouvoir le contrôler, en même temps qu'ils en sentent la nécessité.

Telles sont les raisons qui assurent à Diêm un sursis et qui laissent prévoir, même si les Américains lui donnent un remplaçant, la reconduction du régime. Quelques modifications de surface pourront intervenir pour apaiser momentanément les esprits, mais sous une étiquette neuve, ce sera toujours le règne de la bourgeoisie féodale, incapable d'apporter une solution aux problèmes fondamentaux du pays.

Aucune lutte n'obtiendra des résultats durables et décisifs, si elle ne se propose pour objectif central à travers les revendications sociales, économiques et politiques dictées par chaque étape des événements, une révolution complète, qui remettra en question, par la mobilisation des masses dans les grands centres, les fondements mêmes de l'Etat. Le combat des masses urbaines doit se situer au même niveau que celui des paysans qui sont déjà entrés dans la lutte armée pour la terre, afin qu'avec la clique de Diêm, disparaissent toutes les structures féodalo-bourgeoises qui arrêtaient tout l'avenir du Viet-Nam.